

## Séance publique du lundi 28 novembre 2016

Convoqué le lundi 21 novembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 28 novembre 2016 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Samira SALOMON, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

### Absents :

Alex LARUE.

## Appel à projet 2016 de l'ADEME "Economie circulaire". Lutte contre le gaspillage alimentaire Réduction des déchets alimentaires Dossier de candidature de la Ville de Montpellier Demande de subventions

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'économie circulaire peut se définir comme un système économique d'échange et de production qui, à tous les stades du cycle de vie des produits (biens et services), vise à augmenter l'efficacité de l'utilisation des ressources et à diminuer l'impact sur l'environnement.

Elle s'articule autour de 3 domaines d'actions :

- 1-l'offre des acteurs économiques
- 2-la demande et le comportement des consommateurs
- 3-la gestion des déchets.

Le présent appel à projet lancé par l'ADEME est focalisé sur les deux premiers domaines de l'économie circulaire : l'amélioration de l'offre et la modification des comportements des consommateurs.

Plus particulièrement, les projets sont attendus prioritairement sur les thématiques suivantes : écoconception, économie de la fonctionnalité, écologie industrielle et territoriale, consommation responsable et lutte contre le gaspillage alimentaire.

Les actions entreprises par la Ville de Montpellier dans le domaine de la Restauration scolaire s'inscrivent parfaitement dans cette démarche en cohérence avec la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte qui dispose : « L'Etat et ses établissements publics ainsi que les collectivités territoriales mettent en place avant le 1<sup>er</sup> septembre 2016, une démarche de lutte contre le gaspillage alimentaire au sein des services de restauration collective dont ils assurent la gestion » :

Dès octobre 2015, la Ville de Montpellier a démarré une campagne d'optimisation de la restauration scolaire autour du projet « Ma Cantine Autrement ». Un des premiers axes de travail fut la réalisation d'un état des lieux du gaspillage alimentaire dans les restaurants scolaires de la Ville.

Les constats dégagés de cet état des lieux mettent en évidence des enjeux forts pour le Ville, à la fois éthiques et sociétaux, environnementaux et économiques :

- éthiques et sociétaux : un tiers des aliments produits dans le monde est jeté alors qu'une personne sur six souffre de malnutrition, en Restauration collective on considère que 30 à 40 % des produits des repas finissent à la poubelle ;
- environnementaux : le gaspillage alimentaire exerce un impact extrêmement fort sur notre environnement car il s'accompagne d'un gaspillage des ressources et d'importantes pollutions ;
- économiques : le gaspillage alimentaire représente un coût non négligeable pour la Ville.

Au vu de ces conclusions, la mise en place d'un plan de lutte de grande ampleur qui impacte toute la chaîne alimentaire prend tout son sens avec l'objectif de réaliser des économies.

Le plan d'action proposé par la Direction de la Politique Alimentaire qui répond aux thématiques définies par l'ADEME (cf.supra), s'articule autour de quatre axes de travail principaux :

- les actions au niveau de la politique d'achat (développer l'approvisionnement de proximité et introduction des produits issus de l'agriculture biologique) ;
- les actions au niveau de la gestion de production (notamment stockage des denrées, conditionnement..) ;
- les actions au niveau de la distribution des repas ;
- les actions pour l'éducation à l'environnement et au goût.

La mise en œuvre de ce plan d'action représente un coût prévisionnel de 219 500 € pour l'année 2017.

En devenant lauréat de l'appel à projet de l'ADEME, la Ville pourrait obtenir de 30 à 50 % de subventions sur certaines dépenses éligibles aux aides de cet organisme (études, animations et communication, investissements..),

Le dossier de candidature doit être déposé impérativement avant le 16 décembre 2016 auprès de l'ADEME et de la Région Occitanie pour être évalué par un comité technique régional.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'autoriser la Ville à répondre à l'appel à projet lancé par l'ADEME sur la base du dossier « Lutte contre le gaspillage alimentaire – Réduction des déchets » joint en annexe ;
- de solliciter de l'ADEME et de la Région Occitanie les subventions les plus larges possibles ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 29 novembre 2016**